

**TRADEMARK ASSIGNMENT**

Electronic Version v1.1  
 Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	MERGER
EFFECTIVE DATE:	11/29/2007

**CONVEYING PARTY DATA**

Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
StudioCanal Image, S.A.		11/29/2007	CORPORATION: FRANCE

**RECEIVING PARTY DATA**

Name:	StudioCanal, S.A.
Street Address:	1 Place du Spectacle
City:	Issy les Moulineaux
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	92130
Entity Type:	CORPORATION: FRANCE

**PROPERTY NUMBERS Total: 20**

Property Type	Number	Word Mark
Registration Number:	2896248	TERMINATRIX
Serial Number:	77382404	TERMINATOR
Serial Number:	77382373	TERMINATOR
Registration Number:	2737341	T2-3D TERMINATOR 2
Registration Number:	3003150	CLIFFHANGER
Registration Number:	1719530	ENDOSKELETON
Registration Number:	1753212	
Registration Number:	2250792	T2
Registration Number:	2205021	T2
Registration Number:	2139132	T2
Registration Number:	2254730	T2
Registration Number:	2141163	T2
Registration Number:	1719520	TOTAL RECALL

CH \$515.00 2896248

Registration Number:	1674820	TOTAL RECALL
Registration Number:	2195038	TOTAL RECALL
Registration Number:	2233333	TOTAL RECALL
Registration Number:	2212356	TOTAL RECALL
Registration Number:	3068534	
Registration Number:	2662146	
Registration Number:	2765044	

**CORRESPONDENCE DATA**

Fax Number: (212)310-1659  
*Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.*  
Phone: 212-626-4557  
Email: NYCTrademarks@bakernet.com  
Correspondent Name: Lisa W. Rosaya, Esq.  
Address Line 1: 1114 Avenue of the Americas  
Address Line 2: Baker & McKenzie LLP  
Address Line 4: New York, NEW YORK 10036

ATTORNEY DOCKET NUMBER: 56183310.5 AND .8 (SPLIT)

**DOMESTIC REPRESENTATIVE**

Name: Lisa W. Rosaya, Esq.  
Address Line 1: 1114 Avenue of the Americas  
Address Line 2: Baker & McKenzie LLP  
Address Line 4: New York, NEW YORK 10036

NAME OF SUBMITTER: Lisa W. Rosaya, Esq.

Signature: /lwr/

Date: 07/07/2008

**Total Attachments: 16**

source=SC Image to SC Corp extract#page1.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page2.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page3.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page4.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page5.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page6.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page7.tif  
source=SC Image to SC Corp extract#page8.tif  
source=DOC172#page1.tif  
source=DOC172#page2.tif  
source=DOC172#page3.tif  
source=DOC172#page4.tif  
source=DOC172#page5.tif

source=DOC172#page6.tif  
source=DOC172#page7.tif  
source=DOC172#page8.tif

## STUDIOCANAL IMAGE

Société anonyme au capital de 31 385 690 euros  
Siège social : 1 place du Spectacle  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX  
379 745 813 RCS NANTERRE

### PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 NOVEMBRE 2007

L'An deux mille sept,

Le vingt-neuf novembre à seize heures,

La Société STUDIOCANAL, actionnaire unique de la société STUDIOCANAL IMAGE s'est réunie en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, 1 place du Spectacle - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, salle de réunion 3217, 3<sup>ème</sup> étage, à la suite de la convocation qui lui a été faite individuellement par lettre remise en mains propres en date du 15 novembre 2007.

Il a été établi une feuille de présence qui a été signée et l'assemblée a procédé à la composition de son bureau.

La séance est présidée par Monsieur Olivier COURSON, Président-Directeur Général de la Société STUDIOCANAL IMAGE.

La société STUDIOCANAL, ci-après dénommée « l'Actionnaire Unique », représentée par Monsieur Olivier COURSON en sa qualité de Président du Directoire de la Société, est appelée aux fonctions de Secrétaire.

Madame Anne-Marie TELLIER est désignée en qualité de Secrétaire de séance.

Le Cabinet KPMG SA, représenté par Monsieur Jacques PIERRE, Commissaire aux Comptes fiduciaire de la Société, dûment convoqué par lettres recommandées avec avis de réception en date du 15 novembre 2007 est absent et excusé.

Messieurs Michel VALLEIX et Marc BAPTISTIDE, présents, représentants du Comité d'Entreprise, ont été dûment convoqués le 15 novembre 2007, conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1 du Code du Travail.

La feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le bureau ainsi constitué, qui constate que l'actionariat présent ou représenté possède 15.692.845 actions sur les 15.692.845 actions formant le capital social et ayant droit de vote. En conséquence, l'Assemblée, réunissant le quorum requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau pour être mis à la disposition de l'actionnaire, les documents suivants :

- copie de la lettre de convocation adressée à l'actionnaire,
- copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes et aux représentants du Comité d'Entreprise,
- la feuille de présence,
- la liste des actionnaires,
- la liste des administrateurs,
- le texte du projet des résolutions soumis à l'Assemblée.

TRADEMARK

REEL: 003810 FRAME: 0524

Le Président fait observer que la présente Assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur et déclare que les documents et renseignements prescrits par les textes sur les sociétés commerciales ont été adressés aux actionnaires et/ou tenus à leur disposition au siège social dans les délais impartis. Il déclare également que les dispositions de l'article L432-4 alinéa 5 du Code du travail ont été respectées.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

L'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Décision de dissolution sans liquidation de la société par voie de confusion avec le patrimoine de la société StudioCanal SA, en application des dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ;
- Pouvoirs en vue des formalités légales.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Le Président propose alors de passer au vote des résolutions.

Personne ne demandant la parole, le Président propose alors de passer au vote des résolutions figurant à l'ordre du jour :

## **PREMIERE RESOLUTION**

### **I. DISSOLUTION ANTICIPÉE**

L'Actionnaire Unique, aux vues des éléments qui viennent de lui être exposés, décide de la dissolution par anticipation de la Société STUDIOCANAL IMAGE à compter de ce jour.

L'Actionnaire Unique rappelle qu'en application des dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, la dissolution d'une société, dont les titres composant le capital social sont réunis en une seule main, entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société dissoute à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous la seule réserve qu'à l'issue du délai d'opposition prévu par la loi, les créanciers n'aient pas fait opposition à la dissolution ou, en cas d'oppositions, que celles-ci aient été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances ait été effectué ou les garanties constituées.

### **II. TRANSMISSION UNIVERSELLE DU PATRIMOINE DE LA SOCIÉTÉ STUDIOCANAL IMAGE À L'ACTIONNAIRE UNIQUE**

#### **II.1. Principe de la transmission universelle du patrimoine de la société dissoute à son Actionnaire Unique**

L'Actionnaire Unique constate la transmission de plein droit à son profit, sous les garanties ordinaires et de droit, de l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs composant le patrimoine de la société STUDIOCANAL IMAGE.

En conséquence, tous droits corporels et incorporels et notamment toutes acquisitions d'immeubles ou de droit au bail, toutes recettes et tous profits quelconques appartiendront à l'actionnaire unique et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques lui incomberont. Cette transmission universelle du patrimoine de la société entraînera tous droits de propriété industrielle ou intellectuelle dont celle-ci pourra disposer, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

En outre, la transmission universelle du patrimoine de la société STUDIOCANAL IMAGE à son actionnaire unique emportera reprise complète par ce dernier de son activité.

A cet égard, figure en annexe au présent procès-verbal, la liste des films transmis à l'Actionnaire Unique au titre de la transmission universelle de patrimoine.

## **II.2. Date de réalisation et date d'effet de la transmission**

L'Actionnaire Unique aura la propriété du patrimoine transmis à la date de réalisation définitive de la transmission prévue par l'article 1844-5 alinéa 3 nouveau du Code civil, soit :

- En l'absence d'opposition des créanciers de la société STUDIOCANAL IMAGE, à l'expiration du délai de 30 jours à compter de la publication des présentes ;
- En cas d'exercice du droit d'opposition par les créanciers de la société STUDIOCANAL IMAGE, soit au jour du rejet de l'opposition en première instance, soit au jour de la constitution de garanties ou du remboursement des créances.

Le patrimoine de la Société STUDIOCANAL IMAGE (ci-après « la société dissoute ») est dévolu à l'actionnaire unique dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la transmission.

## **II.3. Patrimoine transmis par la société dissoute à son Actionnaire Unique**

En outre, l'Actionnaire Unique prendra à sa charge tous les engagements qui ont pu être contractés par la société dissoute et qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris "hors bilan" sous les rubriques ci-après :

- avals, cautionnements, garanties donnés par l'entreprise,
- autres engagements donnés par l'entreprise.

## **II.4. Charges et conditions**

### **II.4.1. Subrogation personnelle dans les droits, obligations et charges**

L'Actionnaire Unique sera subrogé purement et simplement, à la date prévue à l'article II.2. ci-avant :

- a. Dans tous les droits, charges et obligations inhérentes aux biens transmis :

En conséquence, il supportera et acquittera à compter de cette date, tous impôts, taxes, contributions, patentes et autres charges de toute nature, auxquels lesdits biens et droits peuvent et pourront être assujettis. Il satisfera à toutes obligations de ville ou de police auxquelles la propriété et l'exploitation desdits biens et droits peuvent et pourront donner lieu, le tout de manière que la société dissoute ne puisse être inquiétée et recherchée de ce chef.

- b. Dans le bénéfice et les charges de tous contrats, traités, marchés et conventions quelconques, existant au jour de la réalisation définitive de la transmission de patrimoine et concernant l'activité transmise.

Il fera son affaire personnelle, à ses risques et périls, sans aucun recours contre la société dissoute, de la continuation ou de la résiliation de toutes polices d'assurances relatives aux

éléments transmis, et dont les primes ou cotisations seront à sa charge à compter du jour de la réalisation définitive de la transmission de patrimoine, ainsi que du coût de tous avenants à établir.

En conséquence, il devra assumer les charges et obligations correspondantes.

- c. Dans le bénéfice de tous accords passés par la société dissoute avec tous tiers, comme de toutes concessions, autorisations ou permissions administratives se rapportant aux biens et droits transmis.
- d. Dans toutes les dettes de la société dissoute.

L'Actionnaire Unique, sera débiteur des créanciers de la société dissoute au lieu et place de celle-ci sans novation à leur égard.

Il sera tenu à l'acquit du passif pris en charge de la société dissoute, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, du paiement de tous intérêts, de tous actes d'emprunt et titres de créances, mis à sa charge, comme la société dissoute était tenue de le faire et même avec toutes exigibilités anticipées s'il y a lieu ; il subira la charge de toutes garanties y afférentes qui auraient pu être conférées.

Dans le cas où il se révélerait une différence entre le passif déclaré et les sommes réclamées par des tiers, l'Actionnaire Unique serait tenu d'acquitter tout excédent et bénéficierait de toute réduction.

- e. Dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles qui peuvent être attachés aux créances incluses dans la transmission de patrimoine.
- f. Dans tous les droits de la société dissoute pour intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en suite de ces décisions.

#### **II.4.2. Obligations à la charge de la société dissoute et de son mandataire**

La société dissoute devra, à la première réquisition de l'Actionnaire Unique, faire établir tous actes complémentaires, rectificatifs ou confirmatifs des présentes, et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires pour faire opérer la transmission régulière des biens et droits transmis.

Le mandataire de la société dissoute tel que désigné à l'article IV ci-après, devra, le cas échéant, prêter tous concours utiles pour l'agrément de l'Actionnaire Unique comme cessionnaire de titres ou créances de diverses natures (dépôts de garantie, prêts, etc.) compris dans les éléments transmis.

En conséquence, il est précisé que le défaut d'agrément et la préemption éventuelle ne sauraient en aucune façon compromettre la validité de la présente transmission de patrimoine, celle-ci devant, dans ces hypothèses, porter éventuellement sur le produit du remboursement des créances ou le prix de rachat des titres préemptés.

#### **II.4.3. Exonération de garantie de la société dissoute**

L'Actionnaire Unique prendra les biens et droits transmis dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la transmission de patrimoine, sans pouvoir demander une indemnité ni

de

exercer de recours pour quelque cause que ce soit, notamment pour usure ou mauvais état des matériels, installations et objets mobiliers, insolvabilité des débiteurs ou pour toute autre cause.

### **III. RÉGIME FISCAL**

#### **III.1. Date d'effet fiscal**

L'Actionnaire Unique entend conférer à la transmission de patrimoine un effet fiscal rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

#### **III.2. Droit d'enregistrement**

Pour la perception des droits d'enregistrement, l'actionnaire unique constate que la présente dissolution sans liquidation ni partage est soumise à un droit fixe de 500 euros conformément aux dispositions de l'article 811 du Code Général des Impôts.

#### **III.3. Impôt sur les sociétés**

L'actionnaire unique entend placer l'opération de dissolution sans liquidation sous le régime fiscal de faveur des fusions, édicté par l'article 210.A du Code Général des Impôts en matière d'impôt sur les sociétés.

(a) Pour assurer à la dissolution le bénéfice du régime de l'article 210.A du Code Général des Impôts, l'Actionnaire Unique s'engage notamment à respecter les prescriptions visées à l'article 210.A.3 du Code Général des Impôts. En conséquence, l'actionnaire unique s'engage notamment à :

- (i) reprendre à son passif d'une part les provisions dont l'imposition a été différée chez STUDIOCANAL IMAGE ;
- (ii) se substituer à la société STUDIOCANAL IMAGE pour la réintégration des résultats dont la prise en compte aurait été différée chez cette dernière ;
- (iii) calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables et des titres du portefeuille dont le résultat de cession est exclu du régime des plus ou moins values à long terme qui lui sont transmis par la société STUDIOCANAL IMAGE dans le cadre de sa dissolution, d'après la valeur qu'avaient ces éléments du point de vue fiscal, dans les écritures de la société STUDIOCANAL IMAGE à la date d'effet de la réalisation de la transmission universelle du patrimoine ;
- (iv) réintégrer dans ses bénéfices imposables, dans les délais et conditions prévues au paragraphe d) de l'alinéa 3 de l'article 210.A du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées dans le cadre de la présente dissolution sur les biens amortissables qui lui sont transmis ; cet engagement comprend l'obligation faite à l'associé unique en vertu des dispositions de l'article 210.A.3.d précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables transmis, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession ;
- (v) l'ensemble des actifs et passifs de la société STUDIOCANAL IMAGE étant repris chez l'Actionnaire Unique sur la base de leur valeur comptable, reprendre à son bilan les écritures comptables de la société STUDIOCANAL IMAGE relatives aux éléments de l'actif immobilisé et aux titres du portefeuille dont le résultat de cession est exclu du régime des plus ou moins values à long terme (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient lesdits biens



dans les écritures de la société STUDIOCANAL IMAGE, conformément à l'instruction du 30 décembre 2005 (BOI 4-1-05 du 30 décembre 2005 n° 14) ;

- (vi) inscrire à son bilan les éléments transmis autres que les immobilisations, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal dans les écritures de la société STUDIOCANAL IMAGE, ou à défaut de rattacher au résultat fiscal de l'exercice de dissolution le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de STUDIOCANAL IMAGE ;
- (b) Conformément aux dispositions de l'article 42 septies du Code Général des Impôts, l'Actionnaire Unique s'engage à rapporter à ses propres résultats la fraction non encore imposée des éventuelles subventions d'investissements perçues par la société STUDIOCANAL IMAGE au titre d'immobilisations amortissables et non amortissables. Pour les immobilisations amortissables, cette régularisation sera opérée par parts égales, sur la durée d'amortissement des immobilisations subventionnées qui sera retenue par STUDIOCANAL. Pour les immobilisations non amortissables, cette réintégration sera opérée par parts égales, sur la durée retenue par STUDIOCANAL IMAGE qui reste à courir.
- (c) L'Actionnaire Unique s'engage à joindre à sa déclaration de résultats un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément reçu dans le cadre de la dissolution de STUDIOCANAL IMAGE, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I et à l'article 38 quindecies de l'annexe III, du Code Général des Impôts.

L'Actionnaire Unique inscrira les plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables reçus de STUDIOCANAL IMAGE dans le cadre de sa dissolution, et dont l'imposition a été reportée, sur le registre prévu à l'article 54 septies II du Code Général des Impôts.

#### **III.4. Taxe sur la valeur ajoutée**

STUDIOCANAL IMAGE et l'Actionnaire Unique étant toutes deux redevables de la TVA, la transmission universelle du patrimoine de STUDIOCANAL IMAGE au profit de l'actionnaire unique sera placée de plein droit sous le régime de dispense de TVA édicté à l'article 257 bis du Code Général des Impôts.

L'Actionnaire Unique étant subrogée entièrement aux droits et obligations de la société STUDIOCANAL IMAGE du fait de sa dissolution, le crédit de TVA dont dispose la société STUDIOCANAL IMAGE à la date où elle cesse juridiquement d'exister sera transféré à l'actionnaire unique.

#### **III.5. Opérations antérieures**

Plus généralement, l'actionnaire unique reprend le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par STUDIOCANAL IMAGE à l'occasion d'opérations de fusion, fusion dite "à l'anglaise", ou d'apport partiel d'actif, soumises au régime fiscal de faveur des fusions, issu de la loi du 12 juillet 1965, en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés.

#### **IV. DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ**

À la date de réalisation de la transmission du patrimoine visée à l'article II.2. ci avant, la personnalité morale de la société dissoute disparaîtra de plein droit, sans qu'il soit procédé à aucune opération de liquidation.

Par ailleurs, la présente décision de dissolution entraîne la cessation des fonctions des mandataires sociaux de la société STUDIOCANAL IMAGE.

En conséquence, l'Actionnaire unique désigne Monsieur Olivier COURSON, en qualité de mandataire ad hoc, auquel sont conférés les pouvoirs ci-après, lesquels n'ont qu'un caractère énonciatif et non limitatif :

- arbitrer toutes difficultés pouvant surgir entre la société dissoute et l'Actionnaire Unique ;
- contrôler l'acquit régulier du passif ;
- remettre à l'Actionnaire Unique les biens inclus dans la transmission de patrimoine ;
- signer à cet effet tous actes et pièces utiles, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir tous actes et formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine, tant actif que passif, de la société dissoute à l'Actionnaire Unique ;
- signer tout acte et/ou déclaration, que ce soit pour le compte de la société dissoute ou pour celui de l'Actionnaire Unique, aux fins d'inscription du changement de titulaire de l'ensemble des marques ou autres droits de propriété industrielle ou intellectuelle et, plus particulièrement, procéder aux inscriptions nécessaires au Registre Public de la Cinématographie et de l'Audiotvisuel ;
- retirer de toutes administrations, établissements et banques ou y déposer tous titres, valeurs, cautionnements et sommes appartenant à la société dissoute, en donner quittance et décharge ;
- remplir toutes formalités, faire toutes déclarations notamment auprès des administrations fiscales, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier ; requérir la radiation de la société au registre du commerce et des sociétés, déposer dans les soixante jours la liasse fiscale auprès du centre des impôts dont relevait la société dissoute ;
- exercer toutes actions en justice, tant en demande qu'en défense et représenter la société dissoute auprès de toutes administrations ainsi que dans toutes les procédures de faillite, redressement et/ou liquidation judiciaires, règlement amiable ou liquidation amiable.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, procès-verbaux et autres documents, être domicile, déléguer en partie les présents pouvoirs et généralement faire ce qui sera nécessaire pour mener à bien les opérations de dissolution sans liquidation de la société dissoute et de transmission de son patrimoine au profit de l'Actionnaire Unique.

L'Actionnaire Unique remplira, le cas échéant, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des différents éléments d'actif ; le mandataire ad hoc de la société dissoute lui apportera à cet égard son concours s'il était nécessaire.

#### **V. FRAIS ET DROITS**

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les présentes et leur réalisation seront à la charge exclusive de l'actionnaire unique qui s'y oblige.

#### **VI. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, l'actionnaire unique fait élection de domicile à l'adresse de son siège social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Actionnaire Unique confère à Monsieur Olivier COURSON, es qualité, ou un mandataire désigné par lui, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité requises par la Loi et pour constater :

- soit, à l'issue du délai de trente jours prévu par l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil commençant à courir à compter de la publication de l'avis de dissolution en application de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, que les créanciers n'auront pas fait opposition à la dissolution ;
- soit, en cas d'oppositions présentées dans le délai susvisé, que celles-ci auront été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou les garanties constituées ;

de telle sorte que la société dissoute soit radiée du registre du commerce et des sociétés.

En outre, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités et effectuer toute déclarations, significations, dépôts et publications qui pourraient être nécessaires ou utiles.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

—ooOoo—

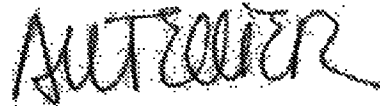
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

**STUDIOCANAL**  
**Monsieur Olivier COURSON**



**Madame Anne-Marie TELLIER**  
Secrétaire de séance



**STUDIOCANAL IMAGE**  
French corporation [*société anonyme*] with capital of 31,385,690 euros  
Corporate headquarters: 1 place du Spectacle  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX  
NANTERRE TRADE AND CORPORATE REGISTRY [RCS] NO. 379 745 813

**MINUTES OF THE EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING  
OF NOVEMBER 29, 2007**

The year two thousand seven,  
November twenty-ninth, at four o'clock p.m,

The corporation STUDIOCANAL, sole shareholder of the corporation STUDIOCANAL IMAGE, met in Extraordinary General Shareholders' Meeting at the corporate headquarters, 1 place du Spectacle – 92130 ISSY LES MOULINEAUX, conference room 3217, 3rd floor, following the convocation made individually by letter delivered personally and dated November 15, 2007.

An attendance sheet was prepared and signed, and the meeting proceeded to appoint its meeting officers.

The meeting was chaired by Mr. Olivier Courson, chairman and chief executive officer of STUDIOCANAL IMAGE.

STUDIOCANAL, hereinafter referred to as the "Sole Shareholder," represented by Mr. Olivier Courson in his capacity as chairman and chief executive officer of the Corporation, was appointed to the position of vote monitor [*scrutateur*].

Mrs. Anne-Marie Tellier was appointed meeting secretary.

The accounting firm KPMG SA, represented by Mr. Jacques Pierre, the Corporation's acting statutory auditor, duly convoked by registered letter with return receipt dated November 15, 2007, was absent and excused.

Messrs. Michel Valleix and Marc Baptistide, present, representing the Enterprise Committee, were duly convoked on November 15, 2007, pursuant to Article L 432-6-1 of the Labor Code.

The attendance sheet was prepared and certified as accurate by the appropriate officer, who set forth that the shareholders present or represented owned 15,692,845 shares of the 15,692,845 shares comprising the capital stock and having right to vote. Consequently, with the quorum required by law having been met, the meeting was declared to be in due session and allowed to validly deliberate.

The Chairman submitted to the officers the following documents, to be provided to the shareholders:

- copy of the letter of convocation sent to the shareholders,
- copy of the letter of convocation sent to the Statutory Auditor and Enterprise Committee representatives,
- attendance sheet,
- list of shareholders,
- list of directors,
- draft text of the resolutions submitted to the Meeting.

The Chairman noted that this Meeting was convoked in accordance with current legal and regulatory requirements and declared that the documents and information stipulated by the laws pertaining to commercial corporations were sent to shareholders and/or made available to them at the corporate headquarters within the established deadlines. He also represented that the provisions of Article L 432-4, Section 5 of the Labor Code had been followed.

The Meeting acknowledged his statement.

The Meeting was called upon to consider the following agenda:

- Decision to dissolve the corporation without liquidation by consolidation with the assets of StudioCanal SA, pursuant to Article 1844-5, Section 3 of the Civil Code;
- Powers of attorney for purposes of legal registration.

The Chairman then declared the discussion open.

The Chairman then proposed voting on the resolutions.

As no person requested the floor, the Chairman proposed voting on the resolutions appearing on the agenda:

### RESOLUTION ONE

#### I. ADVANCE DISSOLUTION

In view of the information just set forth, the Sole Shareholder resolves to dissolve STUDIOCANAL IMAGE in advance as of this day.

The Sole Shareholder notes that pursuant to Article 1844-5, Section 3 of the Civil Code, the dissolution of a corporation, the shares comprising the capital stock of which are held by a single shareholder, requires the universal transfer of the dissolved corporation's assets to the sole shareholder, without giving rise to liquidation, provided only that upon completion of the objection period afforded by law, the creditors have not objected to the dissolution or, in the case of objections, that they have been rejected outright or that the debts have been repaid or surety established.

#### II. UNIVERSAL TRANSFER OF ASSETS FROM STUDIOCANAL IMAGE TO THE SOLE SHAREHOLDER

##### **II.1. Principle of the universal transfer of assets from the dissolved company to its Sole Shareholder**

The Sole Shareholder confirms the transfer thereto as a full matter of law, under ordinary and legal guarantees, of all goods, rights, and obligations, assets and liabilities, comprising the property of STUDIOCANAL IMAGE.

Consequently, all tangible and intangible rights, and specifically all acquisitions of property or leasing rights, all revenue and all earnings whatsoever will belong to the sole shareholder, and all general expenses, charges, and any expenditures whatsoever will be incumbent upon it. This universal transfer of assets from the company will include all industrial or intellectual property rights the latter might hold, without exception or reserve of any kind.

Moreover, the universal transfer of assets from STUDIOCANAL IMAGE to its sole shareholder will result in the complete resumption of the latter's activity.

In this regard, attached to these minutes is the list of films transferred to the Sole Shareholder under the universal transfer of assets.

## **II.2. Transfer completion and effectiveness dates**

The Sole Shareholder will assume ownership of the transferred assets on the date of final completion of the transfer, pursuant to Article 1844-5, New Section 3 of the Civil Code, i.e.:

- In the absence of objection by the creditors of STUDIOCANAL IMAGE, after the lapse of 30 days from publication of these minutes;
- In the event of exercise of the right of objection by the creditors of STUDIOCANAL IMAGE, either on the date of rejection of the initial objection, or on the date of the establishment of surety or repayment of the debts.

The assets of STUDIOCANAL IMAGE (hereinafter "the dissolved corporation") are returned to the sole shareholder in the condition they are found on the date of final completion of the transfer.

## **II.3. Assets transferred by the dissolved shareholder to its Sole Shareholder**

Moreover, the Sole Shareholder will assume responsibility for all commitments that might have been assumed by the dissolved corporation and that, by reason of their unresolved nature, are posted "off balance sheet" under the following categories:

- avals, bonds, guarantees given by the company,
- other commitments given by the company.

## **II.4. Charges and conditions**

### **II.4.1. Personal subrogation in the rights, obligations, and charges**

The Sole Shareholder will be subrogated, purely and simply, on the date specified in Article II.2 above:

- a. In all rights, charges, and obligations inherent in the transferred assets:

Consequently, as of this date, it will assume and discharge all duties, taxes, contributions, patents, and other charges of any kind, to which such assets and rights might and may be subject. It will satisfy all city or police obligations to which the ownership and operation of such assets and rights may and might give rise, all in such a way that the dissolved company might not be pursued nor actions filed against it for this purpose.

- b. In the benefits and charges of any agreements, treaties, contracts, and accords existing on the date of final completion of the transfer of assets and concerning the transferred activity.

It will assume personal responsibility, at its risk and peril, with no recourse against the dissolved company, to continue or cancel any insurance policies relative to the

transferred items, for which it will assume the premiums or fees, as of the date of final completion of the transfer of ownership, as well as the cost of all agreements to be established.

Consequently, it must assume the corresponding charges and obligations.

- c. In the benefit of all agreements approved by the dissolved corporation with any third parties, as well as any concessions, authorizations, or administrative permissions corresponding to the assets and rights transferred.
- d. In all debts of the dissolved corporation.

The Sole Shareholder will be debtor to the creditors of the dissolved company in the place and stead of the latter, without novation in their regard.

It will be required to discharge the dissolved corporation's liabilities it has assumed, under the terms and conditions by which they become due, for the payment of any interest, any borrowing, and credit instruments for which it assumes responsibility, just as the dissolved corporation was required to do so, including any advance payment deadlines; it will assume responsibility for all guarantees and similar items that might have been granted.

In the event that a discrepancy is found between the declared liabilities and the sums claimed by third parties, the Sole Shareholder will be required to settle any surplus and will benefit from any reduction.

- e. In all rights, shares, mortgages, privileges, guarantees, and personal or real sureties that might be attached to the debts included in the asset transfer.
- f. In all rights of the dissolved company to file or monitor any legal actions, agree to any decisions, and receive or pay any amounts due following such decisions.

#### **II.4.2. Obligations of the dissolved corporation and its representative**

Upon first request by the Sole Shareholder, the dissolved corporation must prepare all instruments supplementing, correcting, or confirming this instrument, and provide any justifications and signatures that might be necessary for the regular transfer of the transferred assets and rights.

The representative of the dissolved corporation, as designated in Article IV below, must, as applicable, lend all necessary assistance for approval of the Sole Shareholder as the assignee of instruments or debts of various kinds (security deposits, loans, etc.), included in the transferred items.

Consequently, it is set forth that no lack of consent or any preemption may in any way compromise the validity of this transfer of assets, as in these cases, it must apply to any proceeds from repayment of the debts or the purchase price of the preempted instruments.

#### **II.4.3. Exoneration of the guarantee of the dissolved corporation**

The Sole Shareholder will assume the transferred assets and rights in the condition in which they are found on the date of final completion of the transfer of assets, without right to request indemnification nor

file appeal for any reason whatsoever, specifically for wear and tear or poor condition of the materials, facilities, and moveable objects, insolvency of debtors, or any other cause.

### **III. TAX REGIME**

#### **III.1. Date of tax effectiveness**

The Sole Shareholder seeks to grant a tax effect to the transfer of assets retroactive to January 1, 2007.

#### **III.2. Registration fees**

For purposes of registration fees, the sole shareholder confirms that this dissolution without liquidation or distribution is subject to a fixed fee of 500 euros pursuant to Article 811 of the General Tax Code.

#### **III.3. Corporate tax**

The sole shareholder seeks to subject the dissolution without liquidation to the mergers tax regime, as decreed by Article 210-A of the General Tax Code in terms of corporate tax.

- (a) To ensure the benefits of the regime of Article 210-A of the General Tax Code upon dissolution, the Sole Shareholder specifically undertakes to comply with the stipulations of Article 210-A-3 of the General Tax Code. Consequently, the sole shareholder specifically undertakes to:
- (i) include in its liabilities a portion of the provisions for which the tax was deferred at STUDIOCANAL IMAGE;
  - (ii) substitute for STUDIOCANAL IMAGE in the inclusion of income for which posting was deferred by the latter;
  - (iii) calculate the capital gains realized after the assignment of non-amortizable fixed assets and portfolio instruments whose sale proceeds are excluded from the long-term capital gains or losses regime, which are transferred thereto by STUDIOCANAL IMAGE within the framework of its dissolution, in accordance with the value of these items from a tax standpoint, in the books of STUDIOCANAL IMAGE on the effectiveness date of the realization of the universal transfer of assets;
  - (iv) include in its taxable earnings, subject to the deadlines and conditions set forth in paragraph d), Section 3, Article 210.A of the General Tax Code, any capital gains as might be earned within the framework of this dissolution on amortizable assets transferred thereto; this commitment includes the obligation made to the sole shareholder pursuant to the aforementioned Article 210 A-3-d, to undertake, in case of the sale of one of the transferred amortizable assets, immediate taxation of the portion of the capital gain corresponding to this asset not yet included on the date of such sale;
  - (v) as all assets and liabilities of STUDIOCANAL IMAGE are assumed by the Sole Shareholder based on book value, post on its balance sheet the account entries of STUDIOCANAL IMAGE relative to the fixed asset items and portfolio instruments whose sale proceeds are excluded from the long-term capital gains and sales regime (original value, amortization, provisions for depreciation), and continue to calculate the amortization based on the original value of such assets



on STUDIOCANAL IMAGE's books, pursuant to the instruction of December 30, 2005 (BOI 4 I-1-05 of December 30, 2005, No. 14);

- (vi) post on its balance sheet items transferred other than fixed assets, at their value as posted in the books of STUDIOCANAL IMAGE, or absent this, attach to taxable income for the fiscal year of dissolution the earnings corresponding to the difference between the new value of these items and their tax value in STUDIOCANAL IMAGE's books;
- (b) Pursuant to Article 42 *septies* of the General Tax Code, the Sole Shareholder undertakes to post to its own income the portion not yet taxed of any investment subsidies received by STUDIOCANAL IMAGE as fixed assets, both amortizable and non-amortizable. For amortizable fixed assets, this adjustment will be made in equal parts over the duration of amortization of the subsidized fixed assets applied by STUDIOCANAL. For non-amortizable fixed assets, this inclusion will be applied in equal parts, over the duration remaining to run applied by STUDIOCANAL IMAGE.
- (c) The Sole Shareholder undertakes to attach to its income statement a statement consistent with the model provided by the authorities showing, for each type of item received within the framework of the dissolution of STUDIOCANAL IMAGE, the information needed to calculate taxable income from the subsequent sale of the items in question, pursuant to Article 54 *septies* I and Article 38 *quindecies* of Appendix III of the General Tax Code.

The Sole Shareholder will post the capital gains earned on the non-amortizable tax items received from STUDIOCANAL IMAGE within the framework of its dissolution, the taxation of which was deferred, to the records provided for in Article 54 *septies* II of the General Tax Code.

#### **III.4. Value added tax**

As both STUDIOCANAL IMAGE and the Sole Shareholder are subject to the VAT, the universal transfer of STUDIOCANAL IMAGE's assets to the sole shareholder will be subjected, as a full matter of law, to the VAT exemption regime decreed by Article 257 *bis* of the General Tax Code.

As the Sole Shareholder is entirely subrogated in the rights and obligations of STUDIOCANAL IMAGE by reason of its dissolution, the VAT credit applying to STUDIOCANAL IMAGE on the date it legally ceases to exist will be transferred to the sole shareholder.

#### **III.5. Prior operations**

More generally, the sole shareholder assumes the earnings and/or expenses of all tax-related commitments that may have been previously assumed by STUDIOCANAL IMAGE on the occasion of merger activities, "English-style" mergers, or partial contributions of assets, subject to the mergers tax regime established by the law of July 12, 1965, in matters of registration fees and/or corporate tax.

#### **IV. DISSOLUTION OF THE CORPORATION**

On the date of completion of the transfer of assets as provided for in Article II.2 above, the legal capacity of the dissolved corporation will disappear as a full matter of law, without the application of any liquidation measures.

Further, this dissolution decision results in the cessation of duties of the corporate representatives of STUDIOCANAL IMAGE.

Consequently, the Sole Shareholder appoints Mr. Olivier Courson as *ad hoc* representative, to whom are attached the powers listed below, but not limited thereto, to:

- arbitrate any difficulties as might arise between the dissolved corporation and the Sole Shareholder;
- monitor the proper discharge of liabilities;
- remit to the Sole Shareholder the assets included in the transfer of assets;
- to this end, sign any necessary documents and instruments, prepare any confirmative, supplemental, or corrective instruments that might be necessary, and take any acts and measures as might be needed to facilitate the transfer of ownership of both the assets and liabilities of the dissolved corporation to the Sole Shareholder;
- sign any instrument or statement, on behalf of either the dissolved corporation or the Sole Shareholder, for purposes of recording the change of holder of all brands or other industrial or intellectual property rights and, more specifically, to undertake the necessary registrations with the Public Cinematography and Audiovisual Registry;
- withdraw from and/or file with any authorities, establishments, and banks, any instruments, securities, bonds, and sums belonging to the dissolved corporation, giving receipt and discharge;
- fulfill all formal recording requirements, and prepare all statements, specifically for tax authorities, as well as any summons and notifications to any party, and specifically: to request the company's removal from the trade and corporate registry, filing the tax return of the dissolved corporation with the tax center within sixty days;
- exercise all legal actions, as both plaintiff and defendant, and represent the dissolved corporation before any government authorities as well as in any bankruptcy, reorganization, and/or judicial liquidation proceedings, amicable settlements, or amicable liquidations.

For the above purposes, approve and sign all instruments, exhibits, minutes, and other documents, elect domicile, delegate these powers in part, and generally take the measures needed to carry out the dissolution of the dissolved corporation without liquidation and transfer its assets to the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder will complete any required registrations with a view to making the transfer of the various asset items binding on third parties; to this end, the *ad hoc* representative of the dissolved corporation will provide its assistance insofar as is necessary.

#### **V. EXPENSES AND FEES**

Any expenses, costs, and fees to which this instrument gives rise, and their application, will be at the sole expense of the sole shareholder, which is so bound.

#### **VI. ELECTION OF DOMICILE**

For purposes of the execution of this and any subsequent instrument, the sole shareholder elects domicile at the address of its corporate headquarters.

This resolution was unanimously adopted.

**RESOLUTION TWO**

The Sole Shareholder grants to Mr. Olivier Courson, in his capacity as representative, or to a representative designated thereby, all authority to complete all notification requirements stipulated by the Law and to confirm:

- either after the lapse of the thirty days stipulated in Article 1844-5, Section 3 of the Civil Code, which begin to count upon publication of the dissolution notice pursuant to Article 8, Section 2 of Decree No. 78-804 of July 3, 1978, that the creditors have filed no objection to the dissolution;
- or, in the event of objections filed within the aforementioned period, that they were rejected outright or that repayment of the debts have been made or guarantees established;

such that the dissolved corporation may be stricken from the trade and commercial registry.

Moreover, all authority is given to the bearer of an original, a copy, or an extract of this instrument to fulfill any formal requirements and to engage in any statements, serving of process, filings, and publications that might be necessary or useful.

This resolution was unanimously adopted.

-ooOoo-

The agenda having been covered in its entirety, with no person requesting the floor, the meeting was closed.

These minutes have been prepared of all the above which, after reading, were signed by the meeting officers.

**STUDIOCANAL**  
**Mr. Olivier Courson**

[signature]

**Mrs. Anne-Marie Tellier**  
**Meeting Secretary**

[signature]